



---

*PROJET D'OBSERVATION CITOYENNE DES ÉLECTIONS  
POUR UN PROCESSUS CRÉDIBLE, TRANSPARENT ET  
APAISÉ EN RCA*

---

**RAPPORT THEMATIQUE D'OBSERVATION ELECTORALE SUR  
L'ETABLISSEMENT DU FICHIER ELECTORAL ET LA PRODUCTION DES  
CARTES D'ELECTEUR EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

(1<sup>er</sup> juin – 15 décembre 2020)



---

## REMERCIEMENTS

---

*Le Réseau Arc-en-Ciel exprime sa gratitude à l'Union Européenne dont la constance de l'appui financier, depuis 2015, lui permet le suivi de long terme du processus électoral en République Centrafricaine.*

*Il exprime, par ailleurs, toute sa reconnaissance à l'Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA) pour l'appui technique qu'il lui apporte depuis 2015. Le RAC tient à remercier tout particulièrement l'actuel bureau national de EISA en RCA et son Directeur Résident, M. Aimé KONAN, qui a assuré la coordination technique de la préparation de ce rapport.*

*Le RAC tient associé à ces remerciements l'ensemble de son personnel de projet membre de sa coordination centrale et les observateurs de terrain pour leur engagement, malgré un contexte difficile, en faveur d'élections libres, transparentes, crédibles et apaisées en République Centrafricaine.*

*Le RAC ne saurait oublier tous les partenaires nationaux et internationaux – ils se reconnaîtront – qui ont bien voulu partager les informations avec ses représentants, permettant ainsi la rédaction de ce rapport.*

---

## *SOMMAIRE*

---

**Remerciements**

**Sommaire**

**Liste des abréviations et sigles**

**Introduction**

**Objectifs et méthodologie de la Mission**

**Contexte politique des opérations d'établissement du fichier électoral et de production des cartes d'électeur**

**Cadre juridique des opérations d'établissement du fichier électoral et de production des cartes d'électeur**

**Faits saillants de l'observation des opérations d'établissement du fichier électoral et de production des cartes d'électeur**

**Conclusion et recommandations**

---

## *LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES*

---

**ABREVIATIONS ET SIGLES****SIGNIFICATIONS**

<b>3R</b>	Retour, Réclamation et Réhabilitation
<b>ACAT</b>	Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture
<b>AFJC</b>	Association des Femmes Juristes de Centrafrique
<b>ANE</b>	Autorité Nationale des Elections
<b>APPR</b>	Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation
<b>CEJP</b>	Commission Episcopale Justice et Paix
<b>CIDEM</b>	Civisme et Démocratie
<b>CNJ</b>	Conseil National de la Jeunesse
<b>COD 2020</b>	Coalition de l'Opposition Démocratique 2020
<b>COMUC</b>	Coordination des Organisations Musulmanes de Centrafrique
<b>COVID 19</b>	Corona Virus Disease 19
<b>EISA</b>	Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa
<b>FNPEC</b>	Femme Nature pour la Protection de l'environnement en Centrafrique
<b>GERDDES</b>	Groupe d'Etudes et de Recherche sur la Démocratie et le Développement Economique et Social
<b>LCDH</b>	Ligue Centrafricaine des Droits de l'Homme
<b>MCU</b>	Mouvement Cœurs Unis
<b>MDDH</b>	Mouvement pour la Défense des Droits de l'Homme et Action Humanitaire
<b>MINUSCA</b>	Mission Multinationale Intégrée des Nations Unies en République Centrafricaine
<b>MOE</b>	Mission d'Observation Electorale
<b>MOE-RAC</b>	Mission d'Observation Electorale du Réseau Arc-en-Ciel
<b>OCDH</b>	Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme
<b>OCED</b>	Observatoire Centrafricain des Elections et de la Démocratie
<b>OFCA</b>	Organisation de la Femme Centrafricaine
<b>OLT</b>	Observateur de Long Terme
<b>ONAPHA</b>	Organisation National des Personnes Handicapées
<b>ONE</b>	Observatoire National des Elections
<b>OPED</b>	Observatoire pour la Promotion de l'Etat de Droit
<b>PAPEC</b>	Projet d'Appui au Processus Electoral en Centrafrique
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PSU</b>	Procurement Services Unit
<b>RAC</b>	Réseau Arc-en-Ciel
<b>RCA</b>	République Centrafricaine
<b>SELP</b>	Société Européenne des Laminées plastiques
<b>TGI</b>	Tribunal de Grande Instance
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>WALT</b>	Women Act for Living Together

## I. INTRODUCTION

Mis en place depuis 2015, le **Réseau ARC-EN-CIEL (RAC)** a suivi, depuis lors, les développements de l'actualité politique et électorale en République Centrafricaine (RCA). En effet, sous un financement de l'Union Européenne (UE) et avec l'appui de l'*Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa* (EISA), le RAC avait déployé des observateurs durant tout le processus électoral de 2015-2016 et fait une contribution majeure à l'évaluation des conditions dans lesquelles celui-ci s'était déroulé.

Fort des acquis du passé, le RAC a, à nouveau, signé un accord de partenariat avec EISA en vue de la mise en œuvre du *projet d'observation citoyenne des élections pour un processus crédible, transparent et apaisé en RCA*. Ce projet qui bénéficie d'un financement de l'UE vise principalement à contribuer à la tenue d'élections présidentielles et législatives crédibles, inclusives et transparentes, à travers une évaluation indépendante du processus électoral par la société civile.

Le Mission d'Observation du RAC (MOE-RAC), dont le lancement officiel a été fait le 16 octobre 2020, a déployé une équipe de long terme en vue d'observer et d'évaluer de manière objective, impartiale et professionnelle la préparation et le déroulement des opérations depuis l'inscription des électeurs, l'affichage des listes électorales et le contentieux y afférent jusqu'à la phase post-électorale des élections couplées de 2020-2021. Ces observateurs de long terme (OLT), répartis dans cinq (5) régions, treize (13) préfectures et cinquante-huit (58) sous-préfectures/Arrondissements du pays devaient permettre, par ailleurs, au **Réseau ARC-EN-CIEL** de tirer des conclusions préliminaires sur ces opérations et proposer des recommandations en vue de leur amélioration ; l'intérêt étant de contribuer à la constitution d'un fichier électoral fiable et d'un processus concourant à la bonne tenue du processus électoral en cours.

En effet, les prochaines élections présidentielles et législatives, prévues en **décembre 2020 et février 2021**, sont d'une importance capitale pour le peuple centrafricain qui aspire légitimement à un processus politique ouvert, pacifique à même de ramener la paix et la stabilité en RCA. Dès lors, l'observation objective, impartiale et professionnelle des élections, par des groupes bien organisés et bien formés de la Société Civile, pourrait jouer un rôle fondamental dans la garantie de la transparence, de la sincérité et de l'intégrité du processus électoral en cours. Elle peut, de ce point de vue, fournir une évaluation détaillée, indépendante et impartiale du processus, conforter la confiance des citoyens dans ledit processus et encourager ainsi la participation des électeurs.

C'est tout le sens de la mission du **Réseau ARC-EN-CIEL**, une plateforme composée d'organisations spécialisées dans les domaines des élections, de l'éducation civique et électorale, des droits humains ainsi que dans les domaines de la protection catégorielle des personnes (droits de la femme, des minorités, des personnes vivant avec handicap et de promotion de la jeunesse). Dans le cadre du suivi du processus en cours, le RAC regroupe ainsi dix-sept (17) organisations de la Société Civile centrafricaine dont les capacités ont été renforcées en matière d'observation des élections par EISA, au cours de la mise en œuvre du projet d'observation citoyenne des élections pour un processus crédible, transparent et apaisé en RCA (2020-21).

Ces organisations sont les suivantes : la Commission Episcopale Justice et Paix (CEJP), l'Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme (OCDH), la Ligue Centrafricaine des Droits de l'Homme (LCDH), l'Observatoire Centrafricain des Elections et de la Démocratie (OCED), l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT), le Women act for living together (WALT), le Mouvement pour la Défense des Droits de l'Homme et Action Humanitaire (MDDH), l'Association Femme Nature pour la Protection de l'environnement en Centrafrique (FNPEC), l'Observatoire pour la Promotion de l'Etat de Droit (OPED), la Coordination des Organisations Musulmanes de Centrafrique (COMUC), Civisme et

Démocratie (CIDEM), l'Association des Femmes Juristes de Centrafrique (AFJC), le Conseil National de la Jeunesse (CNJ), du Groupe d'Etudes et de Recherche sur la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDDES), l'Organisation de la Femme Centrafricaine (OFCA), l'Organisation National des Personnes Handicapées (ONAPHA) et de l'Observatoire National des Elections (ONE).

Le présent rapport préliminaire, qui couvre la période du 1<sup>er</sup> juin au 15 décembre 2020, porte sur les opérations d'enregistrement des électeurs et de production/distribution des cartes d'électeurs. Si certaines étapes techniques intervenues à compter du lancement de la MOE du RAC, ont fait l'objet d'une observation directe (affichage des listes, contentieux et production/distribution des cartes d'électeur), les activités précédentes du processus d'établissement du fichier électoral (mise en place du cadre juridique de l'opération et collecte des données de l'inscription) ont fait l'objet d'une observation indirecte par les équipes de la MOE-RAC. Cette observation indirecte a été conduite à travers des entretiens avec les parties prenantes concernées et la recherche documentaire sur les opérations. Ce rapport repose donc sur l'ensemble des données recueillies par les OLT ainsi que sur les informations collectées, à l'issue des rencontres avec les parties prenantes, par la coordination du RAC.

Il s'articule autour des axes suivants :

- Objectifs et la méthodologie de la Mission ;
- Contexte politique des opérations d'enrôlement des électeurs et de la production/distribution des cartes d'électeur
- Cadre juridique de l'enrôlement des électeurs et de la production/distribution des cartes d'électeur;
- Principaux faits saillants observés lors des opérations d'enrôlement des électeurs et de la production/distribution des cartes d'électeur ;
- Conclusions et recommandations en vue d'apporter des solutions aux défaillances relevées par la mission.

## II. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE LA MISSION

Les objectifs et la méthodologie de la mission sont les suivants :

### 1. Objectifs de la Mission

La Mission d'Observation des Elections du **Réseau ARC-EN-CIEL (MOE-RAC)** a pour objectif global de contribuer à la création d'un cadre favorable à la tenue d'élections paisibles, libres, transparentes, inclusives et crédibles en **RCA**.

Le déploiement des observateurs de long terme en vue de couvrir les opérations objet du présent rapport répondait aux objectifs spécifiques ci-après :

- a. Assurer une vigilance et un suivi citoyens sur l'ensemble du territoire national au cours de la mise en œuvre desdites opérations préélectorales par l'**Autorité Nationale des Elections (A.N.E)** ;
- b. Recueillir, analyser les informations se rapportant à l'ensemble des opérations d'enrôlement des électeurs et de distribution des cartes d'électeur en vue d'en faire l'évaluation ainsi que les recommandations appropriées adressées à l'A.N.E. et aux autres parties prenantes.

## 2. Méthodologie de la Mission

La **MOE-RAC** est dirigée par une Coordination Centrale, composée des représentants des **dix-sept (17)** organisations membres. Celle-ci est chargée de faire le suivi technique et administratif des équipes déployées sur le terrain. Elle conçoit et transmet les orientations stratégiques de la mission aux observateurs de terrain, mais s'assure aussi de recueillir et analyser les données que ces derniers acheminent.

Dans le cadre du suivi de l'affichage des listes et du contentieux y afférent ainsi que de la distribution des cartes d'électeur, le **Réseau ARC-EN-CIEL** a mis à contribution ses 111 observateurs de long terme disponibles au moment des opérations. Leur mission était de suivre constamment les différentes opérations telles qu'elles étaient mises en œuvre sur l'ensemble du territoire national.

Ces observateurs ont couvert cinq (5) régions, treize (13) préfectures et cinquante-huit (58) sous-préfectures/arrondissements. Ils ont vu au préalable leurs capacités renforcées par l'équipe de coordination de la MOE-RAC à l'issue d'ateliers qui ont eu lieu du 8 octobre 2020 au 9 octobre 2020 pour ce qui concerne les OLT de Bangui et sa périphérie et du 13 octobre 2020 au 14 octobre 2020 pour les autres OLT sur l'ensemble du territoire.



1. Formation des formateurs issus du réseau ARC-EN-CIEL



2. Les observateurs de long terme de Bangui et périphérie



Le dispositif des OLT de la MOE-RAC qui ne couvre pas les préfectures de la Basse-kotto, le Haut-Mbomou, le Mbomou et la Vakaga<sup>1</sup>, s'articule comme il suit par préfecture :

Préfectures/Districts	Chefs-lieux	Nombre total de sous-préfectures/ Arrondissements	Nombre de sous-préfectures / Arrondissements couvertes	Nombre total d'observateurs	Nombre d'hommes	Nombre de femmes
BANGUI	Bangui	8	8	22	10	12
BAMINGUI-BANGORAN	Ndélé	2	2	6	4	2
<b>BASSE-KOTTO</b>	<b>Mobaye</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
HAUTE-KOTTO	Bria	3	1	4	1	3
<b>HAUT-MBOMOU</b>	<b>Obo</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
KEMO	Sibut	4	4	7	5	2
LOBAYE	Mbaïki	5	5	6	5	1
MAMBERE-KADEI	Berbérati	7	7	13	8	5
<b>MBOMOU</b>	<b>Bangassou</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
NANA-GREBIZI	Kaga-Bandoro	2	2	5	4	1
NANA-MAMBERE	Bouar	4	4	8	6	2
OMBELLA-MPOKO	Bimbo	6	6	10	6	4
OUAKA	Bambari	5	4	7	7	0
OUHAM	Bossangoa	7	6	9	8	1
OUHAM-PENDE	Bozoum	6	6	9	8	1
SANGHA-MBAERE	Nola	3	3	5	5	0
<b>VAKAGA</b>	<b>Birao</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>13/17</b>	<b>80</b>	<b>58</b>	<b>111</b>	<b>77</b>	<b>34</b>

La collecte des informations sur le terrain a été faite au moyen d'une fiche d'observation portant sur l'affichage, le contentieux administratif de cette opération et les incidents. Les coordinateurs nationaux de zones de la MOE du RAC étaient chargés d'appeler régulièrement les observateurs sur le terrain et recueillir leurs rapports de situation afin d'en faire la synthèse et l'analyse.

Les analyses et évaluations ainsi faites par la MOE-RAC repose sur la conformité des opérations au cadre juridique de la RCA. Elles intègrent les standards de bonne administration électorale et les principes internationaux régissant la constitution d'un fichier électoral de qualité et ceux applicables à l'identification des électeurs.

### III. CONTEXTE POLITIQUE DES OPERATIONS D'ETABLISSEMENT DU FICHIER ELECTORAL ET DE PRODUCTION DES CARTES D'ELECTEUR

Les dernières élections de sortie de crise organisées en 2015-2016, qui ont vu la victoire du Président Faustin Archange TOUADERA, n'ont pu ramener la sécurité en RCA. En effet, sitôt installé que le régime devait faire face à de nombreux groupes armés repartis sur une grande partie du territoire national<sup>2</sup>. Malgré l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) de Khartoum, signé à Bangui le 6 février 2019, ces groupes subsistent en entretenant un climat permanent d'insécurité peu favorable

<sup>1</sup> La formation des OLT de ces préfectures a été ajournée pour des questions sécuritaires et logistiques

<sup>2</sup> L'on parle de plus de 80% du territoire national



à l'exercice des droits et libertés des populations. L'on a pu, toutefois, noter des efforts visibles des autorités ayant succédé à la transition de jeter les fondamentaux d'un environnement sécuritaire stable avec, entre autres, le renforcement des capacités opérationnelles des Forces Armées Centrafricaine (FACA) et des Forces de sécurité Intérieures (FSI) ainsi que la mise en place conjointement avec la Mission Multinationale Intégrée des Nations Unies en République Centrafricaine (Minusca) d'un mécanisme de sécurisation du processus électoral en cours. C'est dans ce contexte qu'une fois de plus les citoyens centrafricains sont appelés aux urnes pour les élections couplées présidentielles et législatives de 2020-2021.

Il faut relever que si en 2015, les élections avaient été organisées par un régime de transition dont les acteurs n'étaient pas en droit de concourir au suffrage, gage de leur impartialité, le processus actuel est conduit dans un environnement où le Président sortant est candidat à sa propre succession. Une situation qui pourrait renforcer les suspicions d'ingérences de ce dernier dans le champ politique et électoral. De fait, en face de la majorité au pouvoir réunie autour du Mouvement Cœur Uni (MCU) du président sortant<sup>3</sup>, s'est formée progressivement une coalition de l'opposition baptisée Coalition de l'Opposition Démocratique 2020 (COD 2020) et comprenant 16 partis politiques<sup>4</sup>. Cette dernière enregistre en son sein de nombreuses personnalités ayant dirigé le pays au plus haut niveau, dont l'ex-Président François BOZIZE, rentré d'exil dans des conditions nébuleuses. Celui-ci marque son intention de se présenter à la présidentielle malgré une polémique persistante sur son éligibilité.

Les interactions entre la majorité au pouvoir et la COD-2020 ont, par ailleurs, été marquées depuis quelques mois par des dissensions et un manque de consensus sur plusieurs questions majeures, dont le décalage éventuel de la date des élections présidentielles et législatives<sup>5</sup>, le renouvellement de l'équipe dirigeante de l'ANE et le traitement du fichier électoral de 2020<sup>6</sup>.

Du point de vue strict du processus électoral, malgré les retards enregistrés dans le lancement des opérations, l'ANE a pu mettre en route le processus d'identification et d'enregistrement des électeurs. L'option faite par les acteurs du jeu politique et électoral a été la refonte totale du fichier électoral de 2015. Si celui-ci enregistrait 1 954 433 électeurs, dont 48,36% de femmes, il faut souligner que le processus d'établissement de ce dernier avait connu de nombreux dysfonctionnements techniques qui ont impacté la qualité souhaitée du fichier et des cartes d'électeurs. En effet, l'exigence de la photo numérique n'avait pu être satisfaite, ni rattrapée, portant ainsi atteinte à une condition majeure de la modernisation et la fiabilisation des listes électorales.

#### **IV. CADRE JURIDIQUE DES OPERATIONS D'ETABLISSEMENT DU FICHIER ELECTORAL ET DE LA PRODUCTION DES CARTES D'ELECTEURS**

Les opérations d'établissement du fichier électoral et de production des cartes d'électeurs en République centrafricaine sont encadrées par divers textes dont le contenu vise à assurer la conformité des opérations sur le terrain.

---

<sup>3</sup> Le MCU et ses alliés sont réunis au sein de la plateforme Bê Oko, lancée le 27 juin 2020, et donnée comme regroupant une cinquantaine de partis et associations politiques.

<sup>4</sup> La COD-2020 a été officiellement créée le 10 février 2020

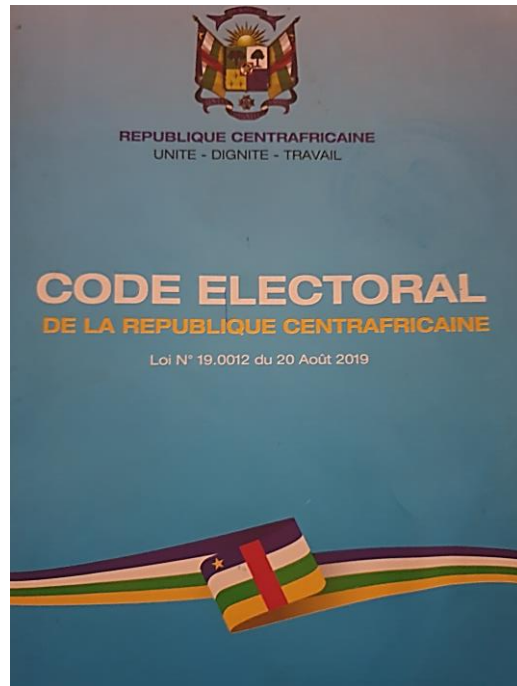
<sup>5</sup> Pour l'opposition un glissement de dates devrait permettre de mieux régler le dispositif technique des élections quand le pouvoir soupçonne une manœuvre afin de favoriser un vide institutionnel et l'instauration d'une transition politique.

<sup>6</sup> L'opposition en demande l'audit

## A. LE CADRE FORMEL DES TEXTES ENCADRANT LES OPERATIONS

Si les opérations d'établissement du fichier électoral et de production des cartes d'électeurs sont organisées par des textes principaux, des dispositions dérogatoires ont été prises par les autorités dans l'optique d'accommoder les délais dans la conduite de certaines opérations.

### 1. Le cadre principal organisant les opérations



3. La loi électorale de la RCA

Les textes principaux qui organisent les opérations d'établissement du fichier électoral et de production des cartes d'électeurs trouvent leur fondement dans la Constitution du 30 mars 2016. En effet, la loi fondamentale centrafricaine, tout en définissant la nature et les caractères du suffrage, renvoie à la loi de déterminer les conditions de son exercice<sup>7</sup>.

De fait, le législateur centrafricain, à l'initiative principale des autorités gouvernementales, a adopté divers textes de lois sur le cadre institutionnel et opérationnel des élections en RCA. Ceux-ci traitent la question de la jouissance et de l'exercice du droit de vote, à travers notamment le processus d'établissement du fichier électoral autant que de la carte d'électeur. Il s'agit principalement de :

- La loi N° 19.0012 du 20 août 2019 portant code électoral de la République centrafricaine : Il est le texte majeur en matière électorale en RCA. Il centralise l'ensemble des dispositions pertinentes applicables à toutes les élections en RCA. Il reprend les dispositions constitutionnelles sur le droit de vote qu'il explicite par ailleurs.
- La loi organique N° 20.022 du 7 août 2020 portant composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale des Elections (ANE) : Si l'ANE trouve son fondement aux Articles 143 à 145 de la Constitution, celle-ci réfère sa composition, son organisation et son fonctionnement à une loi solennelle, renforçant ainsi le statut institutionnel de l'organe en charge des élections en

<sup>7</sup> Article 30

RCA. Cette loi organique qui fait de l'ANE un organe « pérenne, indépendant et autonome » a fait l'objet du décret d'application No 20.324 du 4 septembre 2020.

A ces textes, il convient d'ajouter les décrets N°20-182 et 183 du 20 mai 2020 portant respectivement sur la période d'établissement de la liste électorale et la fixation des pays retenus pour la participation des centrafricains de l'étranger à l'élection du président de la république.

C'est en application de ses prérogatives que l'ANE a publié le 28 avril 2020 un chronogramme révisé des opérations électorales. La publication de cet outil majeur de planification électorale, conforme aux dispositions légales applicables en RCA, marquait une volonté forte quant à la tenue effective des élections couplées présidentielles et législatives aux 27 décembre 2020 (pour le premier tour) et 7 février 2021 (pour le second tour).

## **2. Du cadre dérogatoire des opérations**

Pour des raisons techniques, opérationnelles, sécuritaires et financières, les opérations d'inscription des électeurs sur le terrain ont pris plus de temps que prévu au chronogramme de l'ANE. Le débat s'est élevé sur la capacité de l'organe de gestion des élections à assurer la tenue effective des élections à bonne date. Contrairement aux attentes et anticipations de certains acteurs du jeu politique et électoral de la RCA, l'ANE a proposé une révision de certains délais et modalités prévues par le code électoral s'agissant notamment des opérations d'établissement du fichier électoral et des cartes d'électeur.

En application de cette proposition émanant de l'organe de gestion des élections, un projet de loi a été porté devant l'Assemblée nationale centrafricaine qui l'a adopté le 23 septembre 2020. Après avis de la Cour constitutionnelle<sup>8</sup>, la loi No 20.023 portant dérogation à certaines dispositions de la loi No 19.0012 du 20 août 2019 a été promulguée le 26 septembre 2020.

Un nouveau chronogramme électoral mis à jour a été publié en octobre 2020. Celui-ci constate la fin des opérations d'inscription des électeurs au 13 octobre 2020. Il comprime les opérations de traitement des données de l'inscription, d'affichage et de contentieux du 14 au 28 octobre 2020 alors que le contentieux des listes provisoires courait, à lui seul, de mi-août à début septembre 2020 sous l'ancien chronogramme. Tandis que la rubrique 14 du nouveau chronogramme fixe la distribution des cartes d'électeur du 5 au 24 décembre 2020, la même opération est englobée avec la publication des listes définitives et la production des cartes à la rubrique 3. Sous cette dernière, elle est supposée prendre fin le 23 décembre 2020<sup>9</sup>.

Il faut ranger dans le cadre dérogatoire les décisions de l'ANE portant prolongation du délai d'enrôlement des électeurs dans la ville de Bangui<sup>10</sup> et à l'intérieur du pays.

## **B. LE CADRE SUBSTANTIEL DES OPERATIONS**

Les textes applicables aux opérations d'établissement du fichier électoral et de production des cartes d'électeurs organisent l'accès aux listes par les citoyens centrafricains ainsi que l'autorité compétente en la matière et le mode opératoire que celle-ci doit suivre.

<sup>8</sup> Avis du 24 septembre 2020

<sup>9</sup> Sous l'ancien chronogramme, la distribution des cartes courait du 15 à fin septembre 2020 tandis que les listes définitives devaient être disponibles à partir du 15 septembre 2020.

<sup>10</sup> Notamment la décision No 0062/ANE/P/VP/RG/COE/20 du 27 juillet 2020.

## **1. L'admission au fichier électoral et à la carte d'électeur**

L'accès au fichier électoral soulève la question de la qualité d'électeur et des documents nécessaires à l'inscription sur les listes cette inscription conditionnant l'obtention d'une carte d'électeur.

Reprenant les termes de l'Article 30 de la Constitution, la loi électorale centrafricaine dispose en son Article 4 nouveau que « sont électeurs, les personnes des deux sexes ayant la nationalité centrafricaine, âgés de dix-huit ans révolus au moment l'inscription, jouissant de leurs droits civiques et qui sont régulièrement inscrites sur la liste électorale ». Cette disposition, conforme à la pratique législative internationale, pose au surplus un principe d'égalité et de non-discrimination fondé sur le sexe. Elle encourage ainsi la participation de la femme centrafricaine dont le droit au suffrage est réaffirmé.

Par ailleurs, le droit de vote, et donc de figurer sur les listes électorales, est étendu aux Centrafricains vivant à l'étranger à condition d'être détenteurs d'un passeport, d'une carte nationale d'identité, d'une carte consulaire et d'être immatriculés à l'ambassade ou au consulat de la République centrafricaine dans leur pays de résidence. Le décret portant fixation des pays retenus pour le vote des centrafricains de l'étranger identifie treize (13) pays concernés par un tel vote.

L'inscription sur les listes électorales est subordonnée à la présentation de la carte nationale d'identité, le passeport, le livret militaire ou le livret de pension civile ou militaire (Article 15 de la loi électorale). Afin de faciliter l'accès au droit de vote, malgré un contexte où la possession des pièces d'identité est peu intégrée par les populations, la loi électorale permet l'inscription de tout détenteur d'un acte de naissance ou un jugement supplétif pourvu qu'il soit accompagné de deux témoins majeurs dont le chef de village, de quartier ou son représentant. L'inscription par témoignage est étendue à quiconque ne possédant aucune des pièces exigées. Dans ce cas, un témoignage écrit et signé du représentant du conseil de village ou de quartier est requis.

Ces dispositions sont propices à assurer au plus grand nombre de citoyens centrafricain en âge de voter un accès aux listes électorales. Elles présentent toutefois un risque énorme quant à l'intégrité de ces listes en raison de l'inscription par témoignage. C'est sans doute pour relativiser ce risque que le législateur a prévu des sanctions en cas de faux témoignage.

## **2. L'autorité compétente et le mode opératoire appliqué**

Les textes en RCA définissent l'ANE comme l'autorité en charge des opérations de production du fichier électoral ainsi que la carte d'électeur, dont ils fixent les caractéristiques.

### **a. L'autorité en charge de la production du fichier électoral et des cartes d'électeur**

La Constitution qui fait de l'ANE « un organe pérenne, indépendant et autonome » dispose, sans autre précision, qu'elle est compétente en matière de consultations et élections générales<sup>11</sup>. C'est la loi organique portant composition, organisation et fonctionnement de l'ANE qui explicite les missions de l'institution. En effet, en son Article 44 relatif à la mission de l'ANE avant le scrutin, ce texte fixe que l'organe de gestion des élections en RCA est en charge du recensement électoral. Il précise par ailleurs que cette institution est compétente en matière de :

- L'établissement de la liste des centres d'inscription ou d'enrôlement des électeurs ;
- La mise en place des comités d'inscription des électeurs ;

---

<sup>11</sup> Article 144

- La désignation et la formation des agents recenseurs ;
- L'élaboration, la mise à jour, la révision, la refonte des listes électorales
- L'impression et la distribution des cartes d'électeur conformes aux spécifications techniques prévues.

Dans la pratique et dans l'optique de la tenue des scrutins présidentiels et législatifs, l'organe de gestion des élections a publié 3 584 centres d'inscription sur l'ensemble du territoire national et 18 centres à l'extérieur. L'ANE a sélectionné 12 000 agents recenseurs à Bangui et dans les différents démembrements en vue de procéder à l'inscription des électeurs.

Il faut souligner que le recrutement des agents recenseurs à Bangui tout comme à l'intérieur du pays a donné lieu à de nombreuses critiques et manifestations de populations qui ne comprenaient pas les procédures appliquées en la matière.

En tout état de cause, l'organe en charge des élections en RCA a procédé du 1<sup>er</sup> au 3 juin 2020, à Bangui, à la formation de 80 formateurs sur l'utilisation des outils nécessaires à l'inscription des électeurs autant que la prévention contre la Covid-19 pendant les opérations. Les 80 formateurs des agents recenseurs devaient, à leur tour, former 12000 agents recenseurs sur le territoire national.

La gestion approximative de ces effectifs et de leurs paiements liés aux opérations sur le terrain, a occasionné, à Bangui, de nombreuses manifestations de mécontentement<sup>12</sup> de certains agents tablettes et superviseurs déployés à l'intérieur du pays. Ceux-ci réclamaient le paiement de leurs frais de mission et des heures supplémentaires.

#### **b. Le mode opératoire des opérations d'inscription des électeurs et de distribution des cartes d'électeur**

La loi électorale étant laconique sur le déroulé opérationnel de l'inscription des électeurs sur les listes électorales, il est revenu à l'ANE de prendre les mesures techniques appropriées. Suivant le mode opératoire arrêté par cette institution, les agents formés et déployés par l'ANE forment les centres d'inscription, démembrement opérationnel de l'organe de gestion des élections pour les opérations de recensement à vocation électorale. Le centre d'inscription est composé de trois (03) membres dont un président et deux agents. A ceux-ci s'ajoutent un agent COVID-19. Les centres d'inscription sont installés dans une école ou dans d'autres lieux publics ou privés connus de la population.

L'ANE a doté ses centres d'inscription du matériel informatique suivant : des tablettes; des clés USB; des batteries; des chargeurs solaires ou power banks. A ce dispositif technologique, l'organe de gestion des élections a mis à la disposition de son personnel de recensement un certain nombre de documents nécessaires à la bonne conduite de ses tâches ( Code Electoral ;Guide pratique de l'Agent recenseur ; Formulaire de localisation des nouveaux centres d'inscription ; Formulaires d'enregistrement; Listes d'émargement vierges ;Fiche de présences journalières du centre d'inscription ;Procès-verbal journalier du centre d'inscription sur les opérations de recensement et de délivrance de récépissé...)

L'ouverture des centres, suivant le mode opératoire mis à disposition par l'ANE, était fixée à 08 heures. Toutefois, les agents recenseurs devaient être sur place une heure avant l'ouverture. Une fois les pétitionnaires dans la file, un agent devait s'assurer de ce qu'ils étaient en possession des documents nécessaires à leur prise en compte. Par la suite, dès l'accès au centre par le citoyen, un agent

---

<sup>12</sup> Notamment en août et en octobre 2020

remplissait personnellement les formulaires en se référant aux informations de la pièce fournie par ce dernier, avant de vérifier avec lui l'exactitude des informations transcrites sur les formulaires<sup>13</sup>.

Après le constat de l'exactitude des informations du requérant sur le formulaire, ce dernier était invité à le signer avant d'être redirigé vers un autre agent pour la numérisation des données biographiques et la prise de la photo. L'ensemble des informations ainsi recueillies est sauvegardé dans la base de données de la tablette. Ensuite un récépissé<sup>14</sup> était remis au requérant pour présentation lors du retrait de sa carte d'électeur.

Pour la distribution des cartes d'électeurs, l'organe de gestion des élections, après réception et déploiement des cartes dans les différentes préfectures et sous-préfectures, doit mettre en place dans les différents centres d'inscription, des équipes en charge de l'opération. Celles-ci doivent remettre les cartes à chaque électeur sur présentation de son récépissé issu de l'inscription des électeurs.

## **V. FAITS SAILLANTS DE L'OBSERVATION DES OPERATIONS D'ETABLISSEMENT DU FICHER ELECTORAL ET DE PRODUCTION DES CARTES D'ELECTEUR**

Le Réseau Arc-en-Ciel a évalué successivement l'ensemble des opérations depuis l'enregistrement des électeurs jusqu'à la production et la distribution des cartes d'électeur. Divers faits saillants ont ainsi pu être rapportés.

### **A. LES OPERATIONS D'ETABLISSEMENT DU FICHER ELECTORAL**

Le processus d'établissement du fichier électoral en RCA a connu de nombreuses vicissitudes durant la phase de collecte des données. Celles-ci ont eu une incidence sur l'exhaustivité attendue du fichier sans que la phase de l'affichage et du contentieux des listes n'ait pu véritablement corriger les choses. En revanche, une certaine avancée peut être constatée du point de vue de la nature du fichier et des caractéristiques de la cartes d'électeur.

#### **1. Les vicissitudes de la collecte des données sur le terrain**

L'inscription des électeurs en RCA a connu un début poussif. Prévu pour débiter le 22 juin 2020, les opérations ont été reportées au 26 juin avant de connaître un autre ajournement jusqu'au 30 juin 2020 pour des raisons techniques mais aussi sanitaire liées à la pandémie du Covid19. Ces opérations ont débuté à Bangui avant de s'étendre progressivement vers l'intérieur du pays.

Le premier constat opéré portait sur l'engouement de la population pour cette étape importante vers la tenue effective des élections. Les populations se sont illustrées par une faible mobilisation dans les centres d'inscription. Une telle situation de quasi désintérêt pourrait s'expliquer par une forme de lassitude liée à l'idée que les nombreuses élections, porteuses d'espoirs, qui se sont toujours tenues en RCA ; n'ont pas pu mettre fin à l'instabilité politique et sécuritaire, précarisant davantage les conditions de vie des populations. Il faut également souligner la quasi inexistence ou le caractère limité des activités de sensibilisation dans le contexte de l'époque marqué par l'éclatement de la pandémie de la Covid-19. Prenant conscience d'une telle situation à Bangui, l'organe de gestion des élections avait prorogé la date de l'inscription dans cette localité jusqu'au 27 juillet au lieu du 20 juillet 2020. Une autre prorogation est intervenue le 27 juillet pour porter la date d'arrêt des opérations au 03 août 2020.

---

<sup>13</sup>Si les informations présentent des erreurs, un nouveau formulaire sera utilisé et le précédent sera détruit pour éviter toute reprise

<sup>14</sup> Il s'agit de la deuxième copie carbone de l'original

Par ailleurs, les retards accusés dans le début des opérations, notamment en province, n'ont pas fait l'objet de prise en compte suffisante pour la fin de l'inscription des électeurs. Pourtant de nombreuses localités n'ont pas vu les opérations commencer comme prévu par l'ANE en raison de la sensibilité du contexte sécuritaire ou en raison des difficultés logistiques. A titre illustratif, dans la localité de Bayanga (Sangha-Mbaéré) les agents électoraux déployés n'ont pu commencer le travail à temps en raison du retard accusé dans la mise à disposition du matériel nécessaire à l'inscription des électeurs.

Les contraintes sécuritaires liées à la présence de groupes armés dans une partie du territoire national ont rendu difficile l'évaluation exacte de la portée des opérations menées par l'ANE et ses démembrements. Il s'agit plus exactement des localités du nord et du nord-est du pays (Vakaga, Haut-Mbomou). Malgré les assurances de l'ANE, certains acteurs politiques proches de l'opposition ont notamment souligné la couverture partielle de certaines localités de l'ouest du pays, plus particulièrement dans la préfecture de l'Ouham Pende. De même, dans la Nana-Mambéré, le contexte sécuritaire a fortement impacté le déploiement du personnel de l'ANE et du matériel nécessaire à l'inscription des électeurs. D'ailleurs, un convoi militaire de la MINUSCA y a été attaqué le 13 juillet 2020 par des éléments supposés des 3R<sup>15</sup>.

## **2. Le défi de l'inclusion et de l'exhaustivité des listes électorales**

Le fichier électoral en RCA est consolidé sous forme d'une liste nationale unique. Il doit être exhaustif. Il s'agit d'un critère de rendement important mesuré d'après la projection des électeurs admissibles en rapport avec le nombre de ceux qui sont inscrits effectivement sur la liste électorale. A ce niveau, il est de bonne administration électorale que le taux d'exhaustivité devrait avoisiner les 90 %.

En RCA, le législateur a fermement marqué sa volonté de voir tous les citoyens participer au vote. Il a ainsi institué le vote des centrafricains de l'étranger pour ce qui concerne le scrutin présidentiel. Si en 2015, le droit de vote des réfugiés centrafricains avait pu être préservé, ceux-ci n'ont pas été pris en compte par le processus d'inscription de 2020 pour des raisons techniques, opérationnelles et financières. Quoique représentant une population électorale estimée à environ 300 000 personnes<sup>16</sup>, les réfugiés centrafricains dans les pays limitrophes ne pourront prendre part aux élections de 2020-2021.

Dans tous les cas, l'on était en droit de voir le corps électoral de 2020 porté au-delà du nombre d'électeurs recensés lors du processus électoral antérieur (2015). La liste est plutôt passée de 1 954 433 électeurs en 2015 à 1 858 236 électeurs en 2020 ; soit une baisse d'environ 5%.

L'analyse des données par préfectures, auxquelles l'on associe le District de Bangui et les chiffres de la Diaspora, permet de constater que 10 circonscriptions sur 18 ont connu une baisse de l'électorat allant de -1,32% (Haute-Kotto) à -73,86% (Diaspora). La diaspora, dont l'assiette des pays concernés par le vote a été accru<sup>17</sup>, a connu une chute drastique du nombre d'électeurs sans que l'on en sache les raisons. En dehors des chiffres de la diaspora, les baisses les plus élevées ont été enregistrées dans la Mambéré-Kadéï (-16,23% ; chef-lieu : Berberati), la Lobaye (-15,46% ; chef-lieu : Mbaïki) et Bangui (-14,77%).

<sup>15</sup> Village de Gedze, commune de Bessan.

<sup>16</sup> Selon le HCR, la RCA compte 631 521 réfugiés, dont 314 780 au Cameroun, 172 234 au Congo, 96 051 au Tchad, 26 523 au Soudan, 20 700 en RDC et 2049 au Soudan du Sud

<sup>17</sup> 13 pays en 2020 au lieu de 12 en 2015. La République du Soudan a été ajoutée aux pays où aura lieu le vote des étrangers.



En revanche huit circonscriptions ont connu une hausse sensible de l'électorat allant de 0,23% (Vakaga ; chef-lieu : Birao) à 10,44% (Mbomou ; chef-lieu : Bangassou). Il faut préciser que ces zones sont occupées par des groupes armés. Un tel accroissement des électeurs semble dès lors relever de l'exploit.

Du point de vue du genre, le corps électoral de 2020 a connu une baisse générale du taux des femmes inscrites, passant de 48,36%<sup>18</sup> à 46,67%. L'on est passé, en effet, de 945 128 femmes en 2015 à 867 167 en 2020 ; soit une baisse de 77 961 électrices et un déficit de 8,2%. Dans le rapport aux hommes figurant sur la liste de 2020, il faut souligner que seules les préfectures de l'Ouham (50,53%), de l'Ouham Pende (50,33%) et de la Vakaga (58,01%) consacrent un taux de femmes supérieur à la moitié des électeurs. Si à l'échelle des circonscriptions nationales, le taux le plus faible a été enregistré dans le 1<sup>er</sup> Arrondissement de Bangui (31,24%), il est à noter que la sous-préfecture de Birao a connu le taux le plus élevé (59,13%) de femmes inscrites.

### **3. Des avancées quant à la nature du fichier électoral et les caractéristiques de la carte d'électeur**

L'Article 17 de la loi portant code électoral en RCA dispose que « la liste électorale est informatisée ». Une telle disposition qui traduit le souci du législateur centrafricain d'opérer une modernisation du fichier électoral, existait déjà sur les deux derniers processus électoraux quoiqu'ayant connu des fortunes diverses. Poussant plus loin l'option de la modernisation du fichier, le choix a été fait d'introduire, à côté des données alphanumériques de l'Article 17, Alinéa 2<sup>19</sup>, la photographie numérique de chaque électeur. Cette option vise à apporter un surcroît de fiabilité à la liste électorale.

Dans un pays caractérisé par des défaillances énormes de l'état civil et du système de délivrance des cartes nationales d'identité, le fichier électoral ainsi constitué peut servir de base raisonnable à l'identification de la personne comme cela se fait dans certains pays africains<sup>20</sup>.

Si une telle avancée est à saluer, il faut relever que cette option, vers une plus grande intégration de la technologie dans la gestion du fichier électoral en RCA, n'a pas été poussée jusqu'à prendre en compte les empreintes digitales. Ce qui aurait contribué significativement à la sécurité du fichier à travers une plus grande prévention des risques de fraude électorale, l'empreinte digitale de l'électeur pouvant être contrôlée à l'accès au vote.

Le législateur centrafricain a, par ailleurs, institué le principe de la permanence de la liste électorale ainsi que sa mise à jour périodique<sup>21</sup>. Ce choix a été motivé surement par le besoin de voir des changements et des corrections apportés à la liste pendant toute l'année, diminuant ainsi les contraintes de temps tout en améliorant l'exactitude. Il est également de nature à favoriser des économies lors de l'établissement du fichier. Il faut toutefois souligner, à l'aune de l'histoire politique et électorale du pays, que si la liste est permanente dans le principe, celle-ci, depuis plus d'une décennie, n'a jamais survécu au-delà d'un processus électoral. La pratique a donc toujours été celle de listes périodiques qui, outre leur caractère dispendieux, se font dans un délai relativement court, impliquant un compromis sur la qualité et l'exactitude de la liste.

<sup>18</sup> Réseau Arc-en-Ciel, Rapport général d'observation des élections de 2015-2016

<sup>19</sup>« Noms, prénoms, date et lieu de naissance, filiation, profession, sexe, domicile ainsi que le numéro d'ordre et le numéro d'identification unique de chaque électeur »

<sup>20</sup> La RDC notamment

<sup>21</sup> Article 18 de la loi portant code électoral

#### 4. Les écueils de l'affichage et de l'inspection des listes

Après avoir collecté les données des électeurs à travers leur inscription sur les listes électorales, l'organe de gestion des élections doit produire des listes provisoires, permettant aux électeurs de vérifier leurs données et demander éventuellement d'y être inscrits, s'ils ont été omis, ou d'avoir des corrections. L'inspection de la liste électorale par les citoyens et les partis politiques est également un outil de transparence visant à rassurer sur la fiabilité du corps électoral.

Conformément à ses prérogatives, l'ANE a prévu, dans le chronogramme révisé des opérations des élections générales de 2020-2021, la finalisation des traitements de données, l'affichage des listes et le contentieux y afférent dans la période du 14 au 28 octobre 2020. De fait, l'organe de gestion des élections en RCA a effectivement procédé à l'affichage progressif des listes électorales provisoires sur l'ensemble du territoire national à compter du 15 octobre 2020.

Même si ces listes, clairement présentées et lisibles, ont été affichées généralement dans des lieux publics (écoles), l'on a toutefois pu relever que dans certaines circonscriptions les listes provisoires n'étaient pas encore affichées plus de deux semaines après. Il en fut ainsi notamment de Mbrès dans la préfecture de NANA GRIBIZI et des centres de l'école Iteme à BEGOUA dans l'OMBELLA M'POKO. Dans la NANA MAMBERE, au village Wantiguera à Bouar, la liste provisoire n'a été affichée que le 26 octobre 2020. A Bria, dans le quartier Gobolo où résident des populations essentiellement peuhles, la liste n'a pas été affichée. Il a fallu un nouvel enrôlement qui a pris fin le 30 octobre 2020.

Si la consultation des listes provisoires par les électeurs s'est déroulée dans un environnement relativement calme, Il s'est posé un problème de sécurisation ayant occasionné des actes de vandalisme de certaines listes, notamment dans les centres N°1 de l'école saint Jean de Yapele dans le 2e arrondissement de Bangui, de l'école Ndaragba à Sibut dans la préfecture de Kémo, du lycée moderne de Bouca et à l'école Nguenze dans la préfecture de l'Ouham. Le 18 octobre 2020, au centre CETERO certaines listes ont été arrachées de nuit par des inconnus avant d'être remises en place dès le lendemain par le démembrement local de l'ANE.

Les explications données à ces actes de vandalisme tiennent aux incorrections constatées par les populations. Il s'agirait notamment des omissions ou de la mauvaise transcription de noms ou encore de la mauvaise qualité des photos. De fait, les observateurs sur le terrain ont rapporté l'existence de nombreuses erreurs matérielles et des transferts de noms d'électeurs sur la liste d'autres centres.

Ces incorrections, en vertu du code électoral, peuvent faire l'objet de réclamations à travers un recours gracieux ou devant les Tribunaux de Grande Instance (TGI) compétents. Malgré une telle faculté offerte par la loi, les observateurs ont relevé, dans de nombreux centres, une absence du personnel électoral commis à la réception des réclamations.

Si l'ensemble des décisions issues des recours devant les Tribunaux de Grande Instance (TGI), en charge du contentieux judiciaire des listes n'ont pas été accessibles au niveau des OLT du RAC, il faut noter qu'à Bambari, aucun contentieux n'a été traité. A Kaga Bandoro, le total des dossiers traités en contentieux devant le tribunal, s'élève à 1647 dont 1495 pour motif de déformation de noms (90, 77 % des réclamations) et 31 cas de décès. Enfin à Bangui, une cinquantaine de décision d'inscription sur la liste électorale a été rendue par le Tribunal de Grande Instance.

L'exactitude est mesurée d'après le taux d'erreur dans l'inscription des données d'électeurs (nom, adresse, sexe, âge, citoyenneté et toute autre variable). Dans le cas d'une liste permanente ou d'un registre civil, l'exactitude dépend souvent de l'actualité des données – c'est-à-dire dans quelle mesure l'information est mise à jour en temps utile. L'objectif principal est qu'au jour du scrutin, les données les plus récentes figurent bien sur la liste, de façon à ce que celle-ci reflète la situation actuelle des électeurs.

## B. L'ETABLISSEMENT ET LA DISTRIBUTION DES CARTES D'ELECTEURS



4. La carte d'électeur

Sitôt les listes électorales stabilisées, les autorités électorales ont lancé la phase de la production des cartes d'électeur dont la livraison ouvre la phase de distribution de celles-ci aux électeurs centrafricains.

### 1. La production des cartes d'électeur

La loi électorale prescrit que l'inscription de l'électeur sur les listes est attestée par la carte d'électeur (Article 28, Alinéa 1<sup>er</sup>). Celle-ci doit comporter les éléments d'identification de l'électeur auxquels peuvent s'ajouter des éléments destinés à en renforcer la fiabilité « par tout moyen technologique ». Si une telle amélioration qualitative est prévue pour faire l'objet d'un « consensus préalable des entités parties prenantes à la concertation sur les processus électoraux »<sup>22</sup>, les partis politiques de l'opposition rencontrés n'ont pas semblé avoir été consultés quant au développement de la carte d'électeur pour les élections de 2020. Ce développement semble n'avoir impliqué que l'ANE et ses partenaires internationaux d'appui technique et financier. Ceux-ci ont, d'ailleurs, pris en compte les coûts liés à une telle opération destinée à rendre la carte électorale en RCA plus fiable et plus durable.

Si lors du processus électoral de 2015-2016, les cartes d'électeur ont été imprimées en version papier, comportant peu de garanties notamment en termes de durabilité, le choix a été fait en 2020 de favoriser la production de cartes en PVC comme les cartes d'identité ou les cartes magnétiques. Ceci devrait permettre aux électeurs centrafricains de disposer d'un moyen d'identification plus pérenne dans un contexte marqué par l'absence d'état civil. La question qui se pose est de savoir si une telle matière favoriserait l'application de la procédure « A voté » le jour du scrutin. Pour contourner la difficulté, les acteurs techniques du processus électoral semble avoir opté pour la prévision de marqueurs indélébiles le jour du vote.

Divers autres éléments ont été pris en compte afin d'assurer la fiabilité et la sécurité des cartes ainsi produites. Il s'agit notamment de codes-barres de sécurité et des éléments de non-reproductibilité. Ces derniers permettront de distinguer une carte originale de sa copie en cas de reproduction. A ces éléments, se surajoute la prise en compte du contrôle par les rayons ultraviolets.

Pour obtenir la garantie d'avoir un produit répondant à ces exigences de fiabilité, un appel d'appel d'offre international a été fait par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), à

<sup>22</sup> Article 29 de la loi électorale

travers le sa centrale d'achat basée à Copenhague, le *Procurement Services Unit* (PSU). A l'issue de cet appel, une entreprise technologique française spécialisée dans la production de documents et cartes sécurisés, la Société Européenne des Laminées plastiques (SELP)<sup>23</sup>. Le montant du marché pour la production des cartes d'électeur en RCA s'élèverait à plus d'un million de dollars. Ces cartes, une fois rendues disponibles en RCA, feront l'objet de distribution aux électeurs.

## **2. La réception et la distribution des cartes d'électeur**

Les cartes d'électeurs pour les élections présidentielles et législatives de 2020-2021 en RCA ont été rendues disponibles progressivement. Le premier lot de cartes d'électeurs est arrivé en RCA le 3 décembre 2020 et a été réceptionné par les autorités électorales. Ce lot concernait les cartes de deux préfectures du pays, à savoir la Vakaga (Birao) et le Bamingui-Bangoran (Ndélé), dans le nord du pays. Si les cartes du Bamingui-Bangoran ont été déployées le 6 décembre, celles de la Vakaga ne l'ont été que le 7 décembre 2020. Les cartes des autres préfectures ont été réceptionnées formellement le 8 décembre 2020, soit environ vingt jours avant les élections. Les acteurs techniques du processus électoral ont prévu un lot supplémentaire d'environ 50 000 cartes vierges (et les imprimantes nécessaires) destinées à parer à toute éventualité.

Au 10 décembre 2020, l'ensemble des cartes était déjà déployé dans les préfectures du pays, mais aucune distribution n'avait commencé, les démembrements de l'ANE étant en phase de recrutement des agents devant rendre les cartes disponibles dans les centres d'inscription.

Au 15 décembre 2020, si toutes les cartes avaient été réceptionnées à Bangui et déployées à l'intérieur du pays, aucune opération de retrait des cartes d'électeur n'avait encore débuté sur l'ensemble du territoire national. La logistique de la MINUSCA opérait encore le déploiement des cartes et du matériel électoral non sensible dans les sous-préfectures et communes du pays, alors que les premières citées devaient avoir été acheminées au 14 décembre. La campagne de communication et de sensibilisation autour de la distribution des cartes n'avait pas encore commencé alors qu'elle figure au plan opérationnel de l'ANE à partir du 9 décembre.

Suivant une circulaire de l'organe de gestion des élections<sup>24</sup>, datant du 7 décembre 2020, les opérations de distribution devraient commencer effectivement le 19 décembre pour s'achever le 23 du même mois, soit cinq jours après. Aucune distribution ne peut être effectuée au-delà du prescrit légal, soit 72 heures avant le scrutin. Il se pose inévitablement la question de la capacité des institutions impliquées dans la chaîne de déploiement et de distribution à pouvoir assurer un taux de retrait significatif des cartes par les électeurs ; compte tenu des nombreux aléas financiers (non-paiement des agents des démembrements et financement des agents distributeurs) et logistiques (disponibilité à temps des cartes dans les centres les plus reculées notamment) dont l'opération est affublée. Le calendrier opérationnel publié par l'ANE paraît, dès l'entame, assez ambitieux. Les équipes d'observateurs sur le terrain restent mobilisées pour évaluer les conditions pratiques de cette opération.

<sup>23</sup> [www.selp.fr](http://www.selp.fr): cette entreprise serait spécialisée dans la production des cartes sécurisées

<sup>24</sup> Note circulaire No 067/ANE/P/VP/

## CONCLUSION et RECOMMANDATIONS



5. Interview du Coordonnateur du RAC lors du lancement de la Mission

La MOE-RAC note que de grands efforts ont été consentis, par l'ensemble des acteurs au processus électoral en RCA, en vue d'assurer la modernisation du processus d'établissement du fichier électoral. Ces efforts qui prennent en compte la fiabilité et la pérennité des opérations se heurtent, aujourd'hui encore, à de nombreux défis du type logistique, financier et technique. Au regard des informations qu'elle a pu recueillir auprès des différents acteurs du jeu politique et électoral en RCA, la MOE-RAC voudrait formuler les recommandations suivantes en vue d'assurer, à la longue, la pleine conformité du processus d'enregistrement des électeurs et de distribution des cartes aux standards applicables.

### A l'Autorité Nationale des Elections (ANE)

- Assurer, d'un processus électoral à l'autre, le lancement à temps des opérations de mise à jour ou de refonte du fichier électoral afin d'accorder suffisamment de temps aux activités – notamment de collecte des données – et garantir ainsi l'exhaustivité du fichier électoral ;
- Continuer les efforts de modernisation du fichier électoral et de toutes les autres opérations afin d'en assurer la fiabilité, la sécurité et la pérennité ;
- Assurer la constitution, sur l'ensemble du territoire national, d'un vivier de personnes bien formées et à même d'être recrutées, dans des conditions de transparence, comme agents électoraux devant servir à la mise en œuvre de toutes les opérations, notamment celles de mise à jour ou de refonte du fichier électoral ;
- Considérer toute initiative - dont l'audit du fichier électoral - visant à renforcer la crédibilité du fichier électoral et la confiance de tous les acteurs électoraux dans son intégrité ;
- Assurer la disponibilité des cartes d'électeur non-retirées dans les bureaux de vote et organiser, dans les meilleures conditions, leur accès par les électeurs le jour du vote ;
- Assurer l'accès au vote à tous les citoyens non détenteurs de cartes mais figurant sur la liste électorale et justifiant d'un récépissé d'inscription ;
- Conduire des campagnes de communication électorale suffisante en vue de garantir l'adhésion et la participation des populations aux opérations électorales.

### Au gouvernement de la République Centrafricaine (RCA)

- Assurer le retour de la sécurité sur l'ensemble du territoire national de manière à garantir la bonne conduite des opérations électorales et la pleine participation des citoyens centrafricains ;
- Continuer à assurer, pour ce qui le concerne, la disponibilité des financements nationaux nécessaires au lancement à temps des opérations électorales et à la conduite, sans discontinuité, de celles-ci ;

- Travailler à la mise en place d'un état civil fiable à même de mettre à la disposition des populations les documents administratifs nécessaires à l'accès aux opérations du processus électoral, tout en minimisant le recours au témoignage comme preuve de la capacité ;
- Préserver un climat de dialogue avec tous les acteurs politiques afin de créer un climat de paix et un consensus favorables à la mise en œuvre des opérations électorales et leur acceptation par tous.

#### **Aux partis politiques**

- Préserver un climat de dialogue et de consensus propice à la mise en œuvre des opérations électorales dans la paix et la sérénité ;
- Assurer la mobilisation de leur militants et sympathisants afin qu'ils participent pleinement aux opérations électorales, notamment celles de mise à jour ou de refonte des listes électorales.

#### **A la société civile et aux citoyens**

- Se mobiliser et participer à toutes les étapes du processus électoral dans un environnement de paix ;
- S'engager davantage dans les activités de veille et de vigilance citoyenne ainsi que de sensibilisation des électeurs de favoriser l'intégrité et l'inclusion des opérations électorales, notamment d'identification des électeurs.

#### **Aux partenaires techniques et financiers du processus électoral**

- Continuer à soutenir techniquement et financièrement le processus électoral centrafricain ainsi que l'aspiration des acteurs nationaux à la modernisation et la crédibilisation de toutes les opérations électorales ;
- Soutenir les efforts en vue d'assurer la capacitation et une plus forte implication de la société civile dans le processus électoral.

---

## A PROPOS DU RAC

---

*La mission d'observation électorale du Réseau Arc-en-ciel (MOE-RAC) est une synergie citoyenne de 17 organisations de la société civile centrafricaine impliquées dans le suivi de long terme du processus électoral depuis 2015. Elle bénéficie, pour l'observation du processus en cours, de l'appui technique de l'institut Electoral pour une Démocratie durable en Afrique (EISA), dans le cadre du Projet d'observation citoyenne des élections pour un processus crédible, transparent et apaisé en République Centrafricaine (2020-2021). Celui-ci est financé principalement par l'Union Européenne. Dans le cadre de sa stratégie de couverture du jour du vote, la MOE-RAC bénéficie d'un concours financier de l'Ambassade de France en RCA.*

*La Mission tient à préciser que, bien que soutenue par ces partenaires, ses analyses et prises de position n'engagent aucunement ces derniers et relèvent de son entière responsabilité. Elles sont faites à partir des données remontées par ses observateurs présents sur l'ensemble du territoire national et en rapport avec les textes et standards applicables aux élections crédibles.*